



## Les organisations de travailleuse·eur·s défendent la démocratie face à l'escalade des conflits et de l'autoritarisme

En cette Journée internationale des travailleuse·eur·s, nous nous dressons en tant que mouvement mondial de travailleuse·eur·s de l'économie informelle avec un message clair : rejoignez notre lutte pour défendre la démocratie, la justice, les droits et la libération de toutes·tous les travailleuse·eur·s et des communautés.

Face à l'escalade des conflits et de l'autoritarisme, notre appel à l'unité et à la solidarité des travailleuse·eur·s est plus urgent que jamais.

### Le militarisme, la guerre et l'autoritarisme menacent les droits et les protections des travailleuse·eur·s

L'insécurité mondiale croissante, alimentée par les conflits en Ukraine, en République démocratique du Congo et par l'escalade de la guerre au Moyen-Orient, a entraîné des pertes civiles dévastatrices, des déplacements massifs et des dommages aux infrastructures critiques telles que les écoles et les hôpitaux. Les travailleuse·eur·s migrant·e·s — y compris les travailleuses domestiques — figurent parmi [les plus durement touché·e·s par le conflit militaire](#) au Moyen-Orient. À cela s'ajoutent des milliers de travailleuse·eur·s dans différents pays, déplacé·e·s et affecté·e·s par la fermeture des frontières et les blocus commerciaux. Beaucoup font face à la perte de leur emploi, à des salaires impayés et à des obstacles à l'évacuation, tout en continuant de fournir des services essentiels.

La fermeture du détroit d'Ormuz a entraîné des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement en pétrole, en gaz et en engrais, provoquant une flambée des prix et des pénuries de carburant ; les expert·e·s prédisent déjà un [choc économique similaire à celui de la COVID-19](#). Des témoignages font état de [récupératrice·eur·s de matériaux en Inde qui n'ont plus les moyens de se nourrir](#), de vendeuse·eur·s de rue en Indonésie qui voient le prix de leurs emballages doubler, et de travailleuse·eur·s à domicile au Bangladesh et au Pakistan qui signalent des coupures de courant et des pénuries de carburant. Par ailleurs, les perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement freinent la demande, entraînant une diminution des opportunités de travail et une baisse des revenus liée aux salaires impayés. Comme lors de la pandémie, les travailleuse·eur·s de l'informel sont susceptibles d'être les plus durement touché·e·s par les effets de la crise énergétique, car beaucoup dépendent d'un revenu quotidien et ne bénéficient

d'aucun filet de sécurité. Sans soutien immédiat — tel que des transferts monétaires — ces impacts socioéconomiques pourraient persister pendant des mois, voire des années.

Dans le même temps, des gouvernements néolibéraux régressifs démantèlent les protections du travail durement acquises en [Argentine](#), en [Inde](#) et dans l'[Union européenne](#). Le constat est sans appel : dans les pays dotés de réglementations du travail plus consolidées, les gouvernements font marche arrière, ce qui entraînera inévitablement davantage d'informalité et de précarité. Dans les pays où l'informalité est généralisée, les gouvernements n'ont pris que des mesures très limitées pour remédier à l'exclusion systémique, au manque de concertation et au manque de reconnaissance. Dans d'autres cas, ils [répriment et criminalisent activement les moyens de subsistance](#), en particulier ceux des vendeuse·eur·s de rue qui travaillent dans l'espace public. Tout cela se produit au moment où les inégalités se creusent, où les services publics sont de plus en plus sous-financés et où les travailleuse·eur·s comptent parmi les plus touché·e·s par la crise climatique. Celles et ceux qui avaient des droits et celles et ceux qui n'en ont jamais eu se retrouvent aujourd'hui dans la même situation.

## La voix des travailleuse·eur·s comme contrepoids au pouvoir des élites prédatrices

Nous sommes des travailleuse·eur·s essentiel·le·s : nous soutenons les économies et les communautés, et nous protégeons l'environnement. Nos réseaux, aux côtés des organisations locales et territoriales, se veulent des écoles de démocratie dirigées par la classe ouvrière. À travers la pratique collective et l'échange horizontal, nous construisons et défendons des leaderships transparents et redevables, prenons nos décisions démocratiquement et nous organisons pour défier le pouvoir et peser sur les politiques publiques. Nous faisons de la circularité et de la transition juste une réalité en transformant des matériaux mis au rebut en ressources valorisables et en prévenant les dommages environnementaux.

**Aux côtés du mouvement syndical organisé et des organisations de la société civile, nos organisations démocratiques constituent le rempart le plus solide contre l'érosion des droits du travail et des principes démocratiques. C'est dans notre pouvoir collectif que réside notre espoir de voir la voix du peuple servir de contrepoids aux intérêts des gouvernements et des grandes entreprises. Lorsque nous respectons le droit des personnes à des moyens de subsistance et à la libre participation à la vie publique, cela reflète une culture démocratique fondée sur l'inclusion et le travail décent.**

## Notre vision pour un avenir juste, inclusif et démocratique

Toutes·tous les travailleuse·eur·s ont le droit de travailler dans des conditions sûres, saines et décentes. À partir des revendications communes de HomeNet International, de l'Alliance internationale des récupératrice·eur·s, de la Fédération internationale des travailleuses domestiques, de StreetNet International et de WIEGO, nous exigeons d'être reconnu·e·s comme des travailleuse·eur·s ayant une place à la table :

1. **Reconnaissance et droits :** Toute personne qui travaille — qu'elle ait ou non un employeur — doit être reconnue comme travailleuse·eur et bénéficier des protections et des droits fondamentaux du travail.

Les gouvernements doivent mettre en œuvre des cadres juridiques appropriés garantissant les droits du travail de toutes-tous les travailleuse-ur-s de l'économie informelle, y compris les travailleuse-ur-s pour compte propre (tel-le-s que les travailleuse-ur-s à domicile, les vendeuse-ur-s de rue et les commerçant-e-s de marché). La Recommandation 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle définit les étapes que les gouvernements peuvent suivre pour prévenir l'informalisation de l'emploi formel et soutenir des processus de formalisation fondés sur les droits. Les revendications spécifiques par secteur incluent la ratification et la mise en œuvre des Conventions de l'OIT n° 189 (sur le travail domestique) et n° 177 (sur le travail à domicile) ; la protection et la reconnaissance du droit des récupérateur-ur-s à une transition juste dans les politiques et les investissements de l'économie circulaire aux niveaux local et national ; et l'adoption de réglementations municipales permettant aux vendeuse-ur-s d'accéder à l'espace public et de l'utiliser pour assurer leur subsistance.

2. **Protection sociale pour toutes et tous :** L'accès à la protection sociale et aux soins de santé est un droit, quelles que soient les conditions d'emploi, le lieu de travail ou le statut migratoire. Atteindre une protection sociale universelle exige un financement substantiel. Dans le contexte économique actuel, où les revenus des travailleuse-ur-s stagnent ou reculent, il est essentiel de renforcer non seulement le rôle de l'État, mais aussi celui du capital dans le financement de la protection sociale. Les travailleuse-ur-s ne devraient pas avoir à supporter seul-e-s le coût total de la protection sociale. Pour faire face à la crise du carburant, des mesures d'aide gouvernementales, comme les transferts monétaires, sont essentielles pour permettre aux travailleuse-ur-s de subvenir à leurs besoins fondamentaux.
3. **Inclusion dans la négociation collective et le dialogue social :** Les normes fondamentales du travail de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (Convention n° 87) ainsi que sur le droit d'organisation et de négociation collective (Convention n° 98) s'appliquent à toutes-tous les travailleuse-ur-s, qu'il existe ou non une relation d'emploi. Nous exigeons une « place à la table » et notre inclusion dans les structures tripartites et dans tous les espaces de décision qui concernent nos vies.
4. **Une transition écologique juste :** Toute transition vers une économie plus verte doit être juste et inclusive, sans laisser personne de côté. La transition des travailleuse-ur-s de l'informel vers des systèmes de travail formels doit être reconnue comme une voie fondamentale vers la durabilité, car elle permet d'améliorer les moyens de subsistance, de renforcer les droits du travail et de générer un impact environnemental positif. Les 34 millions de récupérateur-ur-s qui soutiennent déjà les économies circulaires doivent être au cœur des politiques de transition juste.

En cette Journée internationale des travailleuse-ur-s, nous reconnaissons la force de l'organisation collective et de la solidarité mondiale pour faire face à l'autoritarisme et à l'érosion des droits du travail. À travers nos réseaux, nous construisons un pouvoir par-delà les frontières, nous faisons progresser les droits des travailleuse-ur-s et nous répondons collectivement aux crises. Le chemin vers la justice sociale est clair : s'organiser, s'unir et transformer les systèmes ensemble.

### À propos de HomeNet International

HomeNet International est un réseau mondial d'organisations de base de travailleuse-eur-s à domicile, qui représente plus de 1,5 million de travailleuse-eur-s à domicile issu-e-s de 71 organisations réparties dans 30 pays. Pour plus d'informations, visitez : [homenetinternational.org](http://homenetinternational.org).

### À propos de l'Alliance internationale des récupératrice-eur-s

L'Alliance internationale des récupératrice-eur-s (AIR) est un syndicat mondial composé de 50 organisations de récupératrice-eur-s, représentant plus de 460 000 travailleuse-eur-s dans 34 pays. L'AIR s'engage à faire progresser les droits et à renforcer les capacités d'organisation des récupératrice-eur-s. Pour plus d'informations, visitez : [fr.wastepickersinternational.org](http://fr.wastepickersinternational.org).

### À propos de la Fédération internationale des travailleuses domestiques

La Fédération internationale des travailleuses domestiques (FITD) est reconnue comme une fédération syndicale internationale. Composée de 93 organisations affiliées dans 70 pays, la FITD rassemble plus de 675 900 travailleuses domestiques. La majorité est organisée en syndicats ; les autres se regroupent au sein d'associations, de réseaux et de coopératives de travailleuses. Pour plus d'informations, visitez : [fr.idwfed.org](http://fr.idwfed.org).

### À propos de StreetNet International

StreetNet International est une organisation mondiale de travailleuse-eur-s de l'informel engagé-e-s à promouvoir et à renforcer une alliance autonome et démocratique de vendeuse-eur-s de rue et de marché, de colporteuse-eur-s et de commerçant-e-s transfrontalier-ère-s. StreetNet est présent dans plus de 50 pays et représente plus de 800 000 membres à travers le monde. Pour plus d'informations, visitez : [fr.streetnet.org.za](http://fr.streetnet.org.za).

### À propos de WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies — en particulier des femmes — dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez [wiego.org/fr](http://wiego.org/fr).